

Doctrines

Législation Communautaire

Banque

- (058562) Du consentement explicite à l'accès au compte dans la DSP 2, STORRER Pierre (Banque, 01/05/17, n°808, p.70-71)

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (058621) Données personnelles : le RGPD et la nécessaire adaptation des contrats, PICAN Xavier (Expertises, 01/05/17, n°424, p.190-193)

Législation Nationale

Assurances

- (058601) Retour sur l'exercice abusif du droit de renonciation en assurance-vie , NOGUERO David (Responsabilité civile et assurances, 01/05/17, n°5)

Banque

- (058555) Chronique de jurisprudence du droit du surendettement , LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme , MOUIAL-BASSILANA Eva (Gazette du Palais, 02/05/17, n°17, p.29-)
- (058539) Chronique de droit bancaire, MATHEY Nicolas (J.C.P. E., 04/05/17, n°18)

Bourse et marchés financiers

- (058565) Les robo-advisors ou l'automatisation du conseil financier : vers un nouveau cadre juridique en France et en Europe ?, DEVIN Robert, VERBIEST Thibault (Banque, 01/05/17, n°808, p.46-48)

- (058509) Interdiction de la publicité relative à certains contrats financiers hautement spéculatifs et risqués, PAILLER Pauline (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/17, n°2)

Civil

- (058607) Des nouvelles clauses compromissaires dans les contrats du XXI^e siècle, COMBET Mathieu (Revue Lamy Droit des affaires, 01/05/17, n°126, p.19-22)
- (058511) Pour la non-transmission de la clause d'arbitrage au cessionnaire, TSIAKLAGKANOU Dimitra (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/17, n°2)

Garantie

- (058602) Responsabilité civile et droit des sûretés, MAZEAUD Vincent (Responsabilité civile et assurances, 01/05/17, n°5)

Immobilier et urbanisme

- (058627) An IV de la loi ALUR : amorce d'un droit d'inventaire, LAPORTE Jacques (Loyers et copropriété, 01/05/17, n°5)

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (058620) Données personnelles : sur l'assurabilité des sanctions administratives, HELENON Nicolas, HESLAUT Clarisse (Expertises, 01/05/17, n°424, p.180-184)

Pénal

- (058611) Réforme de la prescription pénale, (Droit pénal, 01/05/17, n°5)

Sociétés et autres groupements

- (058630) La responsabilité dans les groupes de sociétés , PARACHKEVOVA Irina, BORGA Nicolas , MOUIAL BASSILANA Eva , ABADIE Pauline, GOFFAUX Géraldine , QUEINNEC Yann , PIRONON Valérie , SOTIROPOULOU Anastasia , RODA Jean-Christophe (Actes pratiques, 01/05/17, n°3)
- (058629) Clauses de bad leaver : vers les contours d'un régime juridique , NOCLERCQ David (Actes pratiques, 01/05/17, n°3)
- (058604) Analyse des réformes sur le vote « say on pay » : de l'abandon de la tentation libertaire du droit souple à l'engouement liberticide des législateurs français et européen, BEHAJA Jerry (Revue Lamy Droit des affaires, 01/05/17, n°126, p.36-44)

Institutions bancaires et financières

Législation

- (058647) Intermédiation en Biens Divers : modification du règlement général et publication d'une nouvelle instruction AMF (DOC-2017-06) (Instructions AMF, 17/05/17)

Jurisprudence

Législation Communautaire

Nouvelles technologies et commerce électronique

- **(058624) Union européenne : droit à l'oubli et registre des sociétés**
Le droit des sociétés plus fort que la protection des données personnelles ? Le 9 mars 2017, la CJUE a rendu un arrêt intéressant qui délimite les contours du droit à l'oubli, pourtant largement consacré par son fameux arrêt Google Spain. La portée du droit à l'oubli se trouve ainsi limitée en raison d'intérêts collectifs et légitimes supérieurs aux intérêts individuels des personnes concernées par le traitement de leurs données à caractère personnel figurant dans un registre des sociétés. (CJUE - 09/03/17 : Expertises 2017, n°424, p.200 - note de BOUNEDJOURM Amira)

Législation Nationale

Assurances

- **(058553) Assurance de groupe - Adéquation de la garantie**

L'assureur n'est pas tenu de vérifier l'exactitude des déclarations de l'assuré. (Cass.Com - 17/11/16 - 15-25179 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.67 - note de DJOUDI Jamel)

Banque

- **(058545) Chronique : crédit immobilier - prescription biennale**

Prescription biennale : application à tous services financiers ; notion de consommateur ; activité professionnelle ; régime (Cass.Civ. - 08/02/17 - 15-29039 ; Cass.Civ. - 08/02/17 - 15-26263 ; Cass.Civ. - 25/01/17 - 16-10105 ; Cass.Civ. - 25/01/17 - 15-27728 ; Cass.Civ. - 25/01/17 - 15-26134 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.57 - note de MATHEY Nicolas)

- **(058542) Chronique TEG**

TEG erroné TEG : prescription (Cass.Civ. - 25/01/17 - 15-24607 ; Cass.Civ. - 11/01/17 - 15-24914 ; Cass.Civ. - 08/02/17 - 16-11625 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.43 - note de MATHEY Nicolas)

Bourse et marchés financiers

- **(058594) Appel public à l'épargne ; commercialisation de parts de SCI ; investissements défiscalisés réalisés dans une résidence de tourisme**

Il est interdit aux sociétés n'y ayant pas été autorisées par la loi de faire publiquement appel à l'épargne ou d'émettre des titres négociables, à peine de nullité des contrats conclus ou des titres émis. (Cass.Com - 15/03/17 - 14-18452 : Droit des sociétés 2017, n°5 - note de VABRES Régis)

- **(058533) Absence d'obligation de mise en garde du conseiller en gestion de patrimoine**

Le conseiller en gestion de patrimoine n'est pas tenu envers son client non averti d'une obligation de mise en garde s'il lui propose d'investir ses capitaux dans des produits financiers qui, bien que soumis aux variations des marchés financiers, ne présentent pas de caractère spéculatif. (Cass.Com - 18/01/17 - 15-19913 : J.C.P. E. 2017, n°19-20 - note de MOULIN Jean-Marc)

Civil

- **(058569) Contenu de l'autorisation judiciaire de tester en tutelle**

Il n'incombe pas au juge du fond saisi d'une demande d'autorisation d'une personne placée sous tutelle de faire un testament, d'examiner le contenu de l'acte, voire de ceux antérieurs mais seulement de vérifier, lors de son audition, que le tuteur est en capacité de fait d'exprimer clairement sa volonté quant à ses dispositions testamentaires et que le projet de testament correspond à ses souhaits. (Cass.Civ. - 08/03/17 - 16-10340 : Petites Affiches 2017, n°84, p.15 - note de NOGUERO David)

Garantie

- **(058547) Chronique : sûreté réelle**

Sûreté réelle pour autrui : absence de droit à l'information du constituant d'une sûreté réelle pour autrui ; bonne foi : portée du devoir de bonne foi dans l'exercice des poursuites (Cass.Civ. - 11/01/17 - 15-25495 ; Cass.Com - 02/11/16 - 15-12231 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.64 - note de LEGAIS Dominique)

Pénal

- **(058534) Utilisation d'informations extraites d'une instance pénale [signalement TRACFIN] pour l'ouverture d'une procédure collective, la désignation d'un administrateur judiciaire et la détermination de sa mission**

Le ministère public peut, selon un cadre strict, utiliser des informations extraites d'une procédure pénale pour solliciter du tribunal l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire outre la désignation d'un administrateur judiciaire doté des pleins pouvoirs afin d'écarter les dirigeants défaillants qui causent des dégâts sur le tissu économique et hypothèquent l'avenir de l'entreprise et de ses salariés. (T.G.I - Lille - 03/03/17 : J.C.P. E. 2017, n°19-20 - note de DELATTRE Christophe)

Procédure

- **(058556) Mesures conservatoires : compétence et office du juge de l'exécution**

Le juge de l'exécution dans le ressort duquel est situé l'un des biens saisis appartenant au débiteur demeurant à l'étranger est compétent pour autoriser des mesures conservatoires sur les biens du débiteur situés en dehors de son ressort. Il appartient au juge de l'exécution sollicité pour autoriser une mesure conservatoire, non de statuer sur la réalité de la créance ou d'en fixer le montant, mais de se prononcer sur le caractère vraisemblable d'un principe de créance. (Cass.Civ. - 13/10/16 - 15-13302 : Gazette du Palais 2017, n°17, p.80 - note de LAUVERGNAT Ludovic)

Procédures collectives

- **(058431) Actif disponible et avance en compte courant conditionnée à l'absence de liquidation judiciaire**

La chambre commerciale fournit des précisions intéressantes sur la détermination de l'actif disponible en présence d'une avance en compte courant d'associé, dans une hypothèse où le versement des fonds était conditionné à l'absence de liquidation judiciaire. Elle confirme par ailleurs sa jurisprudence habituelle selon laquelle une créance contestée n'intègre pas le passif exigible. (Cass.Com - 29/11/16 - 15-19474 : Bulletin Joly Sociétés 2017, n°5, p.341 - note de MELIN François)

Sociétés et autres groupements

- **(058501) Confirmation du mimétisme entre juste motif et cause légitime de révocation judiciaire**

L'attitude d'un cogérant de SARL compromet le bon fonctionnement de la société par la mésentente qu'elle a créée et justifie sa révocation judiciaire pour cause légitime dès lors, d'une part, qu'elle prive la société d'une possibilité importante de commercialisation de ses produits auprès d'un grand distributeur, d'autre part, qu'elle provoque la rupture de ses relations avec deux établissements bancaires et, enfin, qu'elle l'amène à ouvrir un compte bancaire dans un pays étranger, rendant le fonctionnement de la société plus difficile, notamment pour l'autre cogérant. (Cour d'appel - Paris - 29/11/16 : Revue des sociétés 2017, n°5, p.291 - note de LECOURT Arnaud)

Textes

Législation Communautaire

Assurances

- (058646) Règlement d'exécution (UE) 2017/812 de la Commission du 15 mai 2017 arrêtant les informations techniques devant servir au calcul des provisions techniques et des fonds propres de base aux fins des déclarations ayant une date de référence comprise entre le 31 mars et le 29 juin 2017, conformément à la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (J.O.U.E. série L n°126 du 18/05/17, p.1)

Législation Nationale

Assurances

- (058617) Arrêté du 10 mai 2017 fixant le document relatif à l'information des candidats à l'assurance-emprunteur lorsqu'ils présentent du fait de leur état de santé ou de leur handicap un risque aggravé (J.O. n°110 du 11/05/17)

Banque

- (058616) Arrêté du 28 avril 2017 portant homologation du règlement intérieur du fonds de garantie des dépôts et de résolution (J.O. n°110 du 11/05/17)

Bourse et marchés financiers

- (058614) Décret n° 2017-973 du 9 mai 2017 relatif à l'intermédiaire inscrit (J.O. n°110 du 11/05/17)
- (058613) Ordonnance n° 2017-970 du 10 mai 2017 tendant à favoriser le développement des émissions obligataires (J.O. n°110 du 11/05/17)

Civil

- (058618) Décret n° 2017-1057 du 9 mai 2017 relatif à l'information des représentants légaux du mineur participant à la constitution ou à l'administration d'une association (J.O. n°110 du 11/05/17)

Garantie

- (058615) Décret n° 2017-974 du 10 mai 2017 relatif à la francisation des navires et aux hypothèques maritimes (J.O. n°110 du 11/05/17)

Sociétés et autres groupements

- (058612) Décret n° 2017-932 du 10 mai 2017 portant diverses mesures de simplification pour les entreprises (J.O. n°110 du 11/05/17)